

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 2005 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2006 portant des mesures complémentaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par des arrêtés ministériels des 23 mars 2007, 25 juin 2007 et 20 août 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 41/2007 du Conseil du 21 décembre 2006 établissant pour 2007 les possibilités de pêche et les conditions associées pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques, applicables dans les eaux communautaires et, pour les navires communautaires, dans les eaux soumises à des limitations de capture, notamment les annexes IIa et IIc;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'année 2007 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant que des limitations de captures doivent être définies qui sont d'application pour tous les navires de pêche ou encore pour les navires qui ressortent d'un système de gestion collectif ou d'une attribution individuelle de quota;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements, de plies VII d,e et VII f,g et de merlus II, IV, peut être réalisé en modifiant des maxima de captures par voyage en mer, calculé par jour de navigation de présence dans la zone concernée,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 20 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2006, portant des mesures complémentaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par les arrêtés ministériels des 23 mars 2007 et 25 juin 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans les §§ 1<sup>er</sup> et 2 le nombre "350" est remplacé par le nombre "50";

2° à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2007, dans le § 3 le nombre "120" est remplacé par le nombre "180";

3° à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2007 dans le § 4 le nombre "240" est remplacé par le nombre "360".

**Art. 2.** L'article 23, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 23 mars 2007, est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation à l'alinéa précédent, il est interdit jusqu'au 31 décembre 2007 que dans les zones-c.i.e.m. II, IV les captures totales de merlus dépassent une quantité égale à 100 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisés au cours de ce voyage en mer. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de publication et cessera d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Bruxelles, le 18 septembre 2007.

K. PEETERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3880

[C — 2007/29260]

#### 19 JUILLET 2007. — Décret modifiant le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, du décret sur la radiodiffusion du 27 février 2003 est remplacé par la disposition suivante :

« 3° l'annonce de parrainage ne peut contenir que l'indication du nom du parrain, sa dénomination ou raison sociale ou commerciale, les marques des produits ou services qu'il commercialise, ainsi que les signes distinctifs sonores ou visuels associés aux mentions du parrain; elle ne peut faire référence explicitement aux produits ou services du parrain ou d'un tiers, que dans la mesure où une telle référence a exclusivement pour objet d'identifier le parrain ou d'expliciter le lien existant entre le programme et l'entreprise qui le parraine;

4° les signes distinctifs sonores ou visuels associés aux mentions du parrain pouvant apparaître dans le strict but de l'identification sont :

— Son sigle, son logo;

— Ses produits, dans la limite prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

— Ses autres facteurs d'identification. »

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du décret sur la radiodiffusion du 27 février 2003 est complété par les numéros suivants :

« 7°bis Communication publicitaire interactive » : la publicité, le parrainage, le télé-achat et l'autopromotion insérés dans un service de radiodiffusion sonore ou télévisuelle, permettant au radiodiffuseur, grâce à une voie de retour, de renvoyer les auditeurs ou les téléspectateurs — qui en font la demande individuelle par le biais d'une insertion dans le service d'un moyen électronique d'accès — à un nouvel environnement publicitaire, promotionnel ou commercial, introduit dans un service qui ne relève pas de la radiodiffusion ou de la télévision;

7<sup>ter</sup> « Communication publicitaire par écran partagé » : la publicité ou l'autopromotion diffusée simultanément ou parallèlement à la diffusion d'un programme télévisé, par division spatiale de l'écran;

23<sup>bis</sup> « publicité virtuelle » : publicité incrustée dans l'image de télévision ou remplaçant une publicité présente sur le lieu d'un événement, par le biais d'un système d'imagerie électronique modifiant le signal radiodiffusé;

45° Service non-linéaire : service de média audiovisuel pour lequel le moment de la transmission d'un programme spécifique est déterminé par l'utilisateur qui demande ce programme et qui le choisit dans un éventail de contenus offerts par le fournisseur de service de média. »

**Art. 3.** Après l'article 18 du décret sur la radiodiffusion du 27 février 2003, est inséré un article 18<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Article 18<sup>bis</sup>. La publicité et l'autopromotion par écran partagé peuvent aussi être insérées simultanément ou parallèlement à la diffusion d'un programme télévisé moyennant le respect des dispositions suivantes :

1° La publicité et l'autopromotion par écran partagé sont interdites durant les journaux télévisés, les émissions d'information, les magazines d'actualités, les retransmissions de cérémonies religieuses et laïques, les programmes religieux et de morale non confessionnelle, les programmes pour enfants;

2° La publicité et l'autopromotion par écran partagé sont autorisées :

— Sur les génériques de fin des programmes autres que ceux visés à l'article 18<sup>bis</sup>, 1° et notamment sur les génériques de fin des films, téléfilms, séries, feuilletons et documentaires;

— Durant les retransmissions de compétitions sportives et les programmes de divertissement;

3° La publicité et l'autopromotion par écran partagé doivent être aisément identifiables comme telles, par une séparation spatiale nette avec le programme, grâce à des moyens optiques appropriés;

4° La publicité et l'autopromotion par écran partagé ne peuvent pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur du programme dans lequel elles sont insérées;

5° L'espace attribué à la publicité ou l'autopromotion par écran partagé doit rester raisonnable et doit permettre au téléspectateur de continuer à suivre le programme;

6° Lorsque des programmes sont interrompus par de la publicité ou de l'autopromotion par écran partagé, une période d'au moins 20 minutes doit s'écouler entre chaque interruption successive dans les programmes concernés;

7° La durée des messages de publicité diffusés dans les écrans partagés est intégralement comptabilisée dans le temps de transmission visé à l'article 20.

Le Gouvernement peut limiter le nombre et la durée de visibilité des mentions de publicité par écran partagé. »

**Art. 4.** Le chapitre III du titre II du décret sur la radiodiffusion du 27 février 2003 est complété d'une nouvelle section, intitulée « Section IV<sup>bis</sup> — règles relatives aux communications publicitaires interactives et virtuelles », insérée après l'article 27 du décret précité.

**Art. 5.** Il est inséré, sous la section IV<sup>bis</sup>, un nouvel article 27<sup>bis</sup> et un nouvel article 27<sup>ter</sup> rédigés comme suit :

a) « Article 27<sup>bis</sup>. La communication publicitaire interactive est autorisée moyennant le respect des conditions suivantes :

1° La communication publicitaire interactive insérée dans les services de radiodiffusion doit respecter les dispositions du présent décret;

2° Le système d'accès à un environnement ne relevant pas de la radiodiffusion que l'auditeur ou le téléspectateur doit activer pour accéder à l'environnement interactif doit s'intégrer dans le cadre de la communication publicitaire radiodiffusée, elle-même séparée et clairement distincte du contenu éditorial;

3° L'auditeur ou le téléspectateur doit être averti du passage à l'environnement interactif publicitaire, promotionnel ou commercial par des moyens optiques ou acoustiques appropriés de sorte qu'il agisse librement et en connaissance de cause. Le Gouvernement peut fixer des règles complémentaires de volume de publicité interactive.

b) « Article 27<sup>ter</sup>. En télévision, à l'occasion de la retransmission en direct ou en différé d'événements sportifs, des mentions de publicité virtuelle sont autorisées moyennant le respect des conditions suivantes :

1° La publicité virtuelle ne doit pas altérer la qualité du programme, ni transformer ou entraver la perception du site de l'événement;

2° La publicité virtuelle ne peut être insérée que sur les surfaces du site qui sont habituellement utilisées pour la publicité;

3° La publicité virtuelle ne peut être insérée sur l'aire de jeu qu'en dehors des périodes de jeu et uniquement si aucun joueur ou athlète ne se trouve sur cette aire;

4° Aucune publicité virtuelle ne peut apparaître sur des personnes ou sur leur équipement;

5° La publicité virtuelle ne doit pas être insérée de manière telle qu'elle prive, même partiellement, les téléspectateurs de la visibilité de l'action ou de la représentation;

6° La publicité virtuelle doit respecter l'allure générale du site et ne doit pas être mise plus en évidence que la publicité visible sur le site;

7° La publicité virtuelle ne doit pas utiliser de techniques subliminales;

8° La publicité virtuelle ne doit pas être utilisée pour des produits ou des services pour lesquels la publicité est interdite à la télévision;

9° Aucune publicité virtuelle ne peut être spécifiquement insérée dans des sujets destinés à des journaux télévisés;

10° Aucune publicité virtuelle ne peut être insérée sans l'accord préalable de l'éditeur de service titulaire des droits de retransmission;

L'éditeur de service informe, de manière appropriée, les téléspectateurs de l'utilisation de publicité virtuelle, et ce, au moins au début et à la fin du programme dans lequel cette publicité est insérée.

Le Gouvernement peut limiter le nombre et la durée de visibilité des mentions de publicité virtuelle. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

(1) *Session 2006-2007.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 430-1. — Amendements de commission, n° 430-2. — Rapport, n° 430-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 17 juillet 2007.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3880

[C — 2007/29260]

**19 JULI 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 24, eerste lid, 3° en 4°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, wordt vervangen als volgt :

« 3° de vermelding van de sponsoring mag alleen de vermelding van de naam, de benaming of de handelsnaam van de sponsor inhouden, de merken van producten of diensten die hij commercialiseert, alsook de klank- of beeldherkenningstekens die verbonden zijn aan de vermeldingen van de sponsor; ze kan slechts expliciet verwijzen naar producten of diensten van de sponsor of van derden voor zover zulke verwijzing uitsluitend dient om de sponsor aan te duiden of het bestaande verband tussen het programma en het bedrijf van de sponsor te verduidelijken;

4° de klank- of beeldherkenningstekens die verbonden zijn aan de vermeldingen van de sponsor die behoren tot het strikte doel van de herkenning zijn :

- zijn letterwoord, zijn logo;
- zijn producten binnen de perken bedoeld in het eerste lid, 3°;
- zijn andere herkenningfactoren. »

**Art. 2.** Artikel 1 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt aangevuld als volgt :

« 7°bis Interactieve reclamecommunicatie : reclame, sponsoring, telewinkelen en zelfpromotie ingevoegd in een dienst voor klank- en televisie-omroep, waarbij de omroep via een retourpad de luisteraars of de kijkers — die individueel erom vragen via een invoeging in de dienst van een elektronisch toegangsmiddel — naar een nieuwe reclame-, promotie- of commerciële omgeving verwijst, ingeleid in een dienst die niet tot de radio-omroep of de televisie behoort;

7ter Splitscreen reclamecommunicatie : reclame of zelfpromotie die gelijktijdig of parallel met de uitzending van een televisieprogramma wordt uitgezonden, door middel van de ruimtelijke scheiding van het scherm;

23bis « virtuele reclame » : reclame ingelegd in het televisiebeeld of ter vervanging van een reclame die aanwezig is op de plaats van het evenement via een systeem van elektronische beeldvorming dat het uitgezonden signaal wijzigt;

45° niet-linéaire dienst : dienst voor audiovisuele media waarvoor het ogenblik van de uitzending van een specifiek programma bepaald wordt door de gebruiker die dat programma aanvraagt en die het kiest uit een reeks van inhouden geboden door de aanbieder van een mediadiens. »

**Art. 3.** Na artikel 18 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 18bis. Reclame en zelfpromotie op splitscreen kunnen ook gelijktijdig of parallel met de uitzending van een televisieprogramma worden ingevoegd met inachtneming van de volgende bepalingen :

1° reclame en zelfpromotie op splitscreen zijn verboden tijdens de televisiejournals, de informatieprogramma's, de actualiteitenmagazines, de uitzendingen van godsdienstige erediensten en niet godsdienstige ceremonies, de godsdienstige uitzendingen en de programma's voor niet-confessionele zedenleer, de uitzendingen voor kinderen;

2° reclame en zelfpromotie op splitscreen worden toegelaten :

— op de andere eindgenerieken van programma's dan deze bedoeld in artikel 18bis, 1° en inzonderheid op de eindgenerieken van films, telefilms, series, feuilletons en documentaires;

— tijdens de uitzendingen van sportwedstrijden en amusementsprogramma's;

3° reclame en zelfpromotie op splitscreen moeten gemakkelijk als dusdanig herkenbaar worden, door een duidelijke ruimtelijke scheiding met het programma dankzij de geschikte optische middelen;

4° reclame en zelfpromotie op splitscreen mogen de integriteit en de waarde van het programma niet aantasten waarin ze ingevoegd worden;

5° de zendtijd toegewezen aan reclame of zelfpromotie op splitscreen moet ook redelijk blijven en moet het mogelijk maken voor de kijker om het programma verder te volgen;

6° wanneer uitzendingen onderbroken worden door reclame of zelfpromotie op splitscreen, moet een tijdvak van ten minste 20 minuten verlopen tussen iedere opeenvolgende onderbreking binnen de betrokken uitzendingen;

7° De duur van reclameboodschappen uitgezonden op splitscreen wordt integraal meegeteld in de zendtijd bedoeld in artikel 20.

De Regering kan het aantal en de zichtbaarheidsduur van de vermeldingen van reclame op splitscreen beperken. »

**Art. 4.** Hoofdstuk III van titel II van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt aangevuld met een nieuwe afdeling, genoemd « Afdeling IVbis — regels betreffende de interactieve en virtuele reclamecommunicatie », ingevoegd na artikel 27 van het voornoemde decreet.

**Art. 5.** In afdeling IVbis worden twee nieuwe artikelen 27bis en 27ter ingevoegd, luidend als volgt :

a) « Artikel 27bis. De interactieve reclamecommunicatie wordt toegelaten met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° De interactieve reclamecommunicatie ingevoegd in de omroepdiensten moet de bepalingen van dit decreet naleven;

2° Het systeem voor de toegang tot een omgeving die niet tot de radio-omroep behoort, dat de luisteraar of de kijker moet activeren om toegang te hebben tot de interactieve omgeving, moet geïntegreerd worden in de uitgezonden reclamecommunicatie die zelfs gescheiden is en die duidelijk verschillend is van de redactionele inhoud;

3° de luisteraar of de kijker moet door daartoe in aanmerking komende optische of akoestische middelen er op attent worden gemaakt dat hij een publicitaire, promotie- en commerciële interactieve omgeving binnengaat, zodat hij vrijwillig en bewust een keuze maakt.

De Regering kan de aanvullende regels voor het volume van de interactieve reclame bepalen.

b) « Artikel 27ter. Op televisie, in het kader van rechtstreekse of onrechtstreekse uitzending van sportevenementen, worden de vermeldingen van virtuele reclame toegelaten met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° Virtuele reclame mag de kwaliteit van het programma niet aantasten, het beeld van de plaats van het evenement niet veranderen of niet belemmeren;

2° Virtuele reclame mag slechts ingevoegd worden op oppervlakken op het terrein die vaak gebruikt worden voor reclame;

3° Virtuele reclame mag slechts op het speelterrein buiten de speelperiodes ingevoegd worden en alleen maar als geen enkele speler of atleet op dat terrein zich bevindt;

4° Geen enkele virtuele reclame mag op personen of op hun uitrusting verschijnen;

5° Virtuele reclame moet niet zodanig ingevoegd worden zodanig dat de actie of de voorstelling niet — of zelfs gedeeltelijk niet — zichtbaar zou zijn voor de kijkers;

6° Virtuele reclame moet het algemene uitzicht van het terrein respecteren en mag niet meer naar voren gebracht worden dan de reclame die op het terrein zichtbaar is;

7° Virtuele reclame mag geen subliminale technieken gebruiken;

8° Virtuele reclame mag niet gebruikt worden voor producten of diensten waarvoor reclame op televisie verboden is;

9° Geen enkele virtuele reclame mag specifiek ingevoegd worden in onderwerpen bestemd voor televisiejournals;

10° Geen enkele virtuele reclame mag ingevoegd worden zonder de voorafgaandelijke toestemming van de dienstenuitgever die houder is van uitzendrechten; »

De dienstenuitgever informeert op een gepaste manier de kijkers over het gebruik van virtuele reclame en dit, ten minste aan het begin en aan het einde van het programma waarin deze reclame ingevoegd wordt.

De Regering kan het aantal en de duur van zichtbaarheid van de vermeldingen van virtuele reclame beperken. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 430-1. — Commissieamendementen, nr. 430-2. — Verslag nr. 430-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van dinsdag 17 juli 2007.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2007/31390]

3 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté ministériel déterminant la prime de direction des centres et services pour personnes handicapées

Les Membres du Collège réuni compétents pour la Politique de l'Aide aux Personnes,

Vu l'arrêté du collège réuni du 6 décembre 2001 fixant les règles de subventionnement de centres et services de l'Aide aux Personnes, notamment l'article 3, 3°;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la mesure prise en vue d'améliorer les conditions de travail des directeurs du secteur personnes handicapées ainsi que la qualité des services offerts à la population produisent leurs effets à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2006, qu'en conséquence, il y a lieu d'en informer sans délai les services concernés,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une prime - incluse dans le salaire - est octroyée aux directeurs subventionnés. Elle est accordée comme suit :

a) Les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une prime de 5 %, calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute;

b) Les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une prime correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire.

Les montants précités sont liés à l'indice-pivot 105,20.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 3.** Le fonctionnaire dirigeant des services du collège réuni est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 septembre 2007.

Mme E. HUYTEBROECK  
P. SMET

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 3881

[2007/31390]

3 SEPTEMBER 2007. — Ministerieel besluit houdende bepaling van de directiepremie van de centra en de diensten voor gehandicapte personen

De Leden van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,

Gelet op het besluit van 6 december 2001 van het Verenigd College houdende vaststelling van de subsidiëeringsvoorschriften van centra en diensten voor Bijstand aan personen inzonderheid op het artikel 3, 3°;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de genomen maatregel met het oog op een verbetering van de arbeidsomstandigheden van de werkgevers van de sector van gehandicapte personen, alsmede van de kwaliteit van de dienstverlening aan de bevolking, uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2006, dat derhalve de betrokken diensten daarvan onverwijld in kennis dienen te worden gesteld,

Besluiten :

**Artikel 1.** Er wordt een premier - inbegrepen in het loon- toegekend aan de gesubsidieerde directeurs. Ze wordt als volgt toegekend :

a) De directeurs die houder zijn van een universitair diploma, krijgen een premie van 5 % berekend op basis van hun jaarlijks brutoloon;

b) De directeurs die niet-houder zijn van een universitair diploma, krijgen een premie die gelijk is aan het verschil tussen respectievelijk hun barema en het barema van een universitair directeur.

De voormelde bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 105,20.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

**Art. 3.** De Leidend Ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 september 2007.

Mevr. E. HUYTEBROECK  
P. SMET